

INTERVIEW DE MONSIEUR BOILEAU YEYINOU LOKO – FMI, CHEF DE MISSION GABON

LA REPRISE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE SE POURSUIT

La croissance régionale devrait atteindre 3,5 % en 2019. Cette moyenne masque des différences considérables entre les pays de la région. Où se positionne le Gabon ? Economie Gabon + a été reçu par Monsieur Marcos Poplawsky Ribeiro, représentant du FMI résident au Gabon et Monsieur Boileau Yeyinou Loko, chef de mission du Gabon.

Anne-Marie Jobin



■ Anne-Marie Jobin interview Monsieur Boileau Yeyinou Loko

ECONOMIE GABON + : La 3e revue a permis au FMI de décaisser environ 100 millions de dollars. À quelles fins ces fonds ont-ils été utilisés ?

Les ressources du FMI constituent un soutien au financement de la balance des paiements des pays. À ce titre, ces fonds peuvent servir à financer le déséquilibre observé au niveau de la balance des paiements, y compris à travers une augmentation des réserves internationales.

Notre mission actuelle à Libreville comporte deux volets. Le premier porte sur les consultations au titre de l'article 4. Ces consultations ont lieu dans tous les pays membres du FMI avec pour objectif de faire un état des lieux de la situation économique. Il s'agit aussi de discuter avec les autorités des objectifs macroéconomiques qu'elles se fixent à moyen terme et des politiques qu'elles envisagent de mettre en œuvre pour y parvenir. Le deuxième volet porte sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme élargi de crédit (MEDC).

Lors de notre séjour à Libreville, nous avons discuté avec les autorités gabonaises des réformes à même de générer une croissance hors pétrole plus forte, soutenable et plus inclusive. Dans ce cadre, la

manière d'augmenter les marges de manœuvre du gouvernement pour investir davantage dans les infrastructures et les dépenses sociales a été au cœur de nos discussions.

Nous avons convenu avec les autorités qu'il était impératif d'augmenter les recettes publiques, notamment en renforçant les administrations des impôts et des douanes et en élargissant l'assiette fiscale. Il est nécessaire aussi d'améliorer la gestion des finances publiques et la qualité des dépenses publiques. Le FMI intervient sous forme d'assistance technique dans ces différents domaines.

Enfin, il a été convenu que la poursuite des efforts en cours visant à améliorer le climat des affaires est indispensable pour générer une croissance soutenable et plus forte. Il s'agit de faciliter davantage la création et le développement des entreprises, notamment petites et moyennes. Il sera aussi important de développer une stratégie d'inclusion financière nationale.

ECONOMIE GABON + : Votre mission à échéance 2020 prévoyait une 4e revue en juin 2019. Nous sommes en septembre et celle-ci n'est toujours pas décaissée. Quel est ou quels sont le ou les

problèmes ? Est-ce dû uniquement aux critères de réalisation ? Si oui, quels sont-ils ? À quel niveau se situe le blocage ?

La mission pour la 4e revue était prévue pour le début de l'année 2019 afin de faire le point sur les résultats à fin décembre 2018. Cependant, ces résultats n'étaient pas très probants et le gouvernement avait besoin d'un délai supplémentaire pour mettre en œuvre des réformes et prendre un certain nombre de mesures correctrices. Par exemple, il était important que le gouvernement améliore la gestion de la trésorerie et la coordination entre le Trésor et la Direction de la dette pour éviter l'accumulation d'arriérés extérieurs. Il fallait aussi que des efforts additionnels soient effectués pour augmenter les recettes internes. Nous avons donc convenu avec les autorités qu'il était préférable de décaler cette échéance le temps de mettre en place les réformes nécessaires. Des progrès importants ont été réalisés depuis lors.

ECONOMIE GABON + : Nous savons que les décaissements des organismes apporteurs d'appuis budgétaires sont conditionnés aux accords du FMI. Si le FMI ne débloque pas,

les autres banques non plus (BAD, Banque mondiale...). Qu'en est-il au regard des conséquences envisageables ?

Les organismes apporteurs d'appuis budgétaires se fondent très souvent sur leurs propres conditions et programmes avec le pays pour décaisser leur apport. Parfois, l'existence d'un programme avec le FMI peut être une des conditions d'autres partenaires.

ECONOMIE GABON + : Le problème de la dette intérieure demeure la première préoccupation des entreprises du pays. La lourdeur de cette dette bloque les investisseurs déjà implantés au Gabon. Dans quelle mesure le FMI peut-il prendre position ?

Le gouvernement a payé la totalité du stock existant d'arriérés extérieurs et a pris des mesures pour éviter toute accumulation dans ce domaine. Nous encourageons les autorités à en faire de même avec les arriérés intérieurs afin de contribuer à la relance de l'investissement privé. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'apurer le stock existant, mais aussi de prévenir l'accumulation de nouveaux arriérés. Ceci nécessite notamment de mettre en place des mécanismes efficaces pour optimiser la gestion de la trésorerie de l'État et parvenir à une stricte application des règles et procédures d'exécution du budget. Il faut aussi poursuivre les efforts de déploiement et de modernisation des systèmes d'information budgétaires et comptables et étendre leur utilisation à tous les organismes autonomes et unités extrabudgétaires.

ECONOMIE GABON + : Un autre problème de la plus haute importance pour les entreprises demeure. Il s'agit de la réglementation des changes qui est un frein au développement économique du pays. Que met en place le gouvernement pour agir auprès des banques commerciales afin de garantir la fluidité des transferts (suivant la réglementation de la BEAC) ? Quel est votre avis à ce sujet ?

Ce sujet est traité au niveau régional et fait l'objet de discussions entre la Banque centrale et les parties prenantes.

ECONOMIE GABON + : Dans le cadre de la diversification de l'économie, sujet auquel le FMI est très attaché, êtes-vous satisfait des résultats et quels sont-ils ?

Dans les années 90, le pétrole comptait pour 50 % du PIB. Aujourd'hui, c'est moins de 25 %. La politique de diversification a commencé à porter ses fruits, notamment avec un accroissement des exportations qui pesaient 1/6 il y a une dizaine d'années pour être montées à 1/3 aujourd'hui.

Il faut continuer à améliorer l'environnement des affaires pour favoriser l'investissement privé. Dans ce cadre, il est primordial de dégager des ressources pour développer les infrastructures et investir davantage dans le capital humain. C'est tout le sens du travail que nous faisons avec les autorités, à savoir renforcer la collecte des recettes, améliorer la gestion et la qualité des finances publiques pour dégager des marges pour les dépenses d'investissement et les dépenses sociales. Il faut aussi poursuivre les mesures en cours pour réduire les contraintes réglementaires au développement des entreprises privées.

ECONOMIE GABON + : La 5e revue est programmée comme étant la dernière. Selon quelle conditionnalité le FMI restera-t-il aux côtés du Gabon ?

Attendue normalement au mois de juin 2020, la 6e revue sera la dernière pour le programme en cours. Le programme a commencé en 2017 et depuis lors, des progrès notables ont été réalisés pour juguler la crise née de la chute des prix internationaux du pétrole en 2014. Le cadre macroéconomique est stabilisé et l'activité économique a redémarré. Mais beaucoup reste à faire pour générer une croissance plus forte et plus inclusive et permettre aux Gabonaises et Gabonais de commencer à récolter véritablement les fruits de leurs sacrifices. Le FMI se tient prêt à continuer à travailler avec le gouvernement et le pays pour une croissance plus forte et plus inclusive, porteuse d'emplois et réductrice de la pauvreté. Ceci requiert notamment des mesures fortes et ambitieuses pour améliorer la gouvernance, accroître la mobilisation des recettes internes, améliorer la gestion et l'efficacité des finances publiques et assurer un environnement des affaires plus attractif et favorable à l'investissement privé ■